

Thierry LEFEBVRE et Sébastien POULAIN (dirs), *Les radios locales : histoires, territoires et réseaux*

Paris, Éd. L'Harmattan/INA Éd., 2021, 260 pages

Idé Hamani

---



**Édition électronique**

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/32314>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.32314](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.32314)

ISSN : 2259-8901

**Éditeur**

Presses universitaires de Lorraine

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 octobre 2023

Pagination : 468-472

ISBN : 978-2-81430-502-1

ISSN : 1633-5961

**Référence électronique**

Idé Hamani, « Thierry LEFEBVRE et Sébastien POULAIN (dirs), *Les radios locales : histoires, territoires et réseaux* », *Questions de communication* [En ligne], 43 | 2023, mis en ligne le 01 octobre 2023, consulté le 18 octobre 2023. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/32314> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.32314>

---



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

manière dont les imaginaires sur le passé sont façonnés. Au terme de l'ouvrage, il aurait été stimulant d'offrir une cartographie des relations entre les différents acteurs qui proposent des narratifs sur la nation française. Si le lecteur peut lire entre les lignes des continuités ou des ruptures idéologiques entre tous ces acteurs, l'étude des filiations entre ceux-ci permettrait de mieux comprendre la construction des imaginaires de la nation française. Elle permettrait surtout aux citoyens de mieux se saisir des discours sur le passé national pour éviter de laisser ceux-ci aux mains des acteurs qui en « font un usage linéaire, univoque, essentialiste ou idéologique » (p. 9), comme nous y invite S. Ledoux. Ayons toutefois bien conscience qu'il s'agit d'un tout autre travail qui s'inscrirait parfaitement dans la continuité de *La Nation en récit*.

Ensuite, S. Ledoux s'inscrit dans l'air du temps lorsqu'il propose de construire une narration nationale faisant appel aux « communs », pensés en termes de coactivités, « répondant aux aspirations des personnes, quelles que soient leurs origines, leur sexe, leurs opinions, leur religion, leurs conditions sociales, à mener une vie libre et digne au sein du territoire national » (p. 292). L'argumentation de S. Ledoux alimente le débat scientifique autour des communs en nous montrant la force de la construction et la portée des imaginaires communs. Cette argumentation arrive au terme du propos de l'auteur et pourrait être complétée par la littérature qui envisage les communs à l'aune de la propriété partagée, permettant ainsi d'envisager différemment la patrimonialisation des mémoires collectives. Cette littérature compléterait l'argumentation de S. Ledoux, notamment dans une perspective juridique et économique qui n'est pas l'objet de l'ouvrage.

Enfin, l'auteur invite à penser sans cesse le poids de l'endettement – parfois mutuels – des différents groupes composant la nation française. Si l'analyse des différents endettements successifs permet de comprendre l'évolution socio-politique de la France, une question fondamentale demeure : ne conviendrait-il pas de dépasser la logique de l'endettement à l'égard des différents passés auxquels est confrontée la France, en abandonnant purement et simplement cette logique ? En effet, n'est-il pas de nature à nourrir une vision « capitaliste » de l'histoire qui consiste à systématiquement faire les comptes, soit pour les solder, soit pour en demander le paiement, soit pour constituer une rente de situation dont se prémunissent les groupes

dominants dans un État ? À nouveau, l'analyse de S. Ledoux pourrait être judicieusement complétée par une étude socio-économique de l'histoire des mises en récit de la nation française.

**Geoffrey Grandjean**

Université de Liège, BE-4000 Liège, Belgique

geoffreygrandjean@uliege.be

**Thierry LEFEBVRE et Sébastien POULAIN (dirs), *Les radios locales : histoires, territoires et réseaux***  
Paris, Éd. L'Harmattan/INA Éd., 2021, 260 pages

Après *Les radios libres, 30 ans de FM. La parole libérée ?* (2016), Thierry Lefebvre, spécialiste reconnu des radios libres en France, et Sébastien Poulain, cofondateur de la revue *RadioMorphoses* et administrateur du Groupe de recherches et d'études sur la radio (Grer) interrogent l'histoire des radios locales, leurs acteurs et leurs modes de fonctionnement en France et dans d'autres territoires francophones, notamment en Belgique et en République démocratique du Congo (RDC). L'étude couvre la période allant de 1896 à 2021 et s'intéresse plus particulièrement au contexte de création des stations associatives en France, leur mode de fonctionnement et leur évolution. Tout en contribuant aux travaux actuels sur la radio, elle vise à montrer la résilience des radios locales et l'engagement des acteurs.

L'ouvrage est structuré en trois parties composées de quatorze articles. Il comporte une annexe synthétique (p. 235-253) qui indique des dates clés de l'évolution technique, technologique et sociopolitique de la radio. La première partie, « Histoires » (p. 31-96), traite les différents essais ayant conduit à l'invention de la radio et aborde également la création des premières stations locales en France. Jean-Jacques Ledos considère à ce sujet l'appellation « Radio locale » comme un pléonisme car un émetteur radio est toujours installé dans une localité et diffuse dans un rayon de couverture limité (p. 33). T. Lefebvre propose la locution « radio de proximité » qui suppose « la possibilité d'un rapprochement physique entre les producteurs de contenus et leurs destinataires » (*ibid.*), c'est-à-dire une interaction permanente des auditeurs avec leur radio.

Cécile Morin évoque une radio expérimentale en zone rurale intitulée « Radio solitude en Cévennes », organisée en 1976 par France Culture (p. 53). Une semaine durant, la station nationale française donne la parole à la population afin de s'exprimer

sur ses préoccupations et valoriser la culture orale locale. Cela permet à la radio, pendant longtemps considérée comme un média élitiste, de déconstruire les représentations relatives à ses programmes et de conquérir un public plus large. Ceci dit, le projet radiophonique a été conçu sans consulter les habitants, ce qui semble contraire à l'idéal des radios de proximité auquel France Culture prétend souscrire. Pour montrer ce paradoxe, C. Morin rapporte le propos du chercheur et homme de radio Pierre Schaeffer, extrait d'une allocution où il se demande « ce qui fait courir les Parisiens vers les Cévennes [...] sous prétexte de redonner la communication aux Cévennes – qui ne l'ont peut-être pas demandé après tout ! » (p. 54). Les journalistes souhaitent mettre en avant l'originalité de l'accent de la langue régionale avec la parole des habitants bien que cela puisse « gêner la compréhension des propos pour l'auditeur [citadin] de France Culture » (p. 56). Mais il faut comprendre que c'est l'authenticité des témoignages qui est recherchée, car ils peuvent paraître exotiques et attirer ainsi les auditeurs.

Pour leur part, Anne Briqueler et Cécile de David-Beauregard rappellent l'expérience des premières stations locales de service public en France (1980) portée par Jacqueline Baudrier, alors première présidente-directrice générale de Radio France (p. 67). Le succès de la radio auprès des publics en particulier ruraux, ayant peu d'accès aux médias nationaux, conduit une des quarante-quatre stations du réseau à déclarer plus de trois millions d'auditeurs quotidiens en 2020 (*ibid.*). Ce succès est dû au fait qu'elle diffuse des émissions en rapport avec leurs préoccupations quotidiennes. Après l'accession au pouvoir de François Mitterrand (1981), des dynamiques radiophoniques se créent (1985) notamment avec des inaugurations de stations « adoptant un sigle identique avec l'appellation "Radio France" suivi du nom de la localité, du département ou de la région de la station » (p. 74-75). Cela aboutit à la création d'une direction des radios locales en 1987 chargée de concevoir et d'étudier des rapports d'écoute afin de faire évoluer les programmes selon la spécificité de chaque station. C'est en 2000 que le réseau France Bleu voit le jour et diffuse des informations généralistes et des programmes régionaux. À la même période, débute l'expérimentation de « la numérisation des antennes à Aix-en-Provence, La Rochelle et Nancy » (p. 85). Ce développement médiatique se poursuit avec la création de ce qu'il convient désormais d'appeler la « radio filmée » née de la collaboration de France Bleu et France Télévisions (2019). Le confinement dû à la

pandémie du coronavirus suscite une réadaptation de la programmation du réseau afin de garantir sa proximité avec les auditeurs en relayant « des actions solidaires locales dans "La vie en Bleu" et recrée [ainsi] du lien social » (p. 94) en temps de crise.

L'adaptation radiophonique au contexte territorial est analysée dans la deuxième partie de l'ouvrage « Territoires » (p. 97-157), où les auteurs relèvent qu'une radio de proximité implique l'usage de la langue avec laquelle les animateurs s'adressent aux publics. C'est dans cette perspective que Pascal Ricaud étudie l'histoire des radios locales associatives installées à la frontière franco-espagnole et diffusant en langues régionales. Il s'agit de marquer des territoires médiatiques, mais aussi de montrer en quoi un dispositif de communication comme la radio peut contribuer au rayonnement des cultures et des identités locales. P. Ricaud s'appuie sur des témoignages recueillis auprès des acteurs professionnels des Pays basques et Catalan (p. 99) pour (ré)interroger le mouvement des radios libres et expliquer ce qui entraîne le succès des stations associatives qui leur succèdent à partir des années 1980. Il ressort de son analyse que la langue et la mémoire collective racontée à l'antenne sous forme de récit par des anonymes ainsi que le rôle de média alternatif qu'elles jouent constituent l'identité des stations locales dont l'accès reste libre aux membres de la société civile. Elles deviennent ainsi des relais et promeuvent « de nouveaux décideurs, de nouveaux élus et experts, qui représentent une nouvelle voie, deux nouvelles formes de gouvernance » (p. 105). Elles accompagnent des (re) évolutions culturelles, économiques et sociopolitiques. Toutefois, P. Ricaud dénonce l'absence des radios associatives sur l'internet en termes éditoriaux, mais aussi l'insuffisance des moyens financiers et des compétences des animateurs, faute de formation adéquate (p. 110).

Nathalie Potard-Antiope relève trois points essentiels que forment « une identité culturelle, un territoire et un média » (p. 111) au sein de l'aire géographique de la Méditerranée caribéenne, notamment la Guadeloupe et la Martinique. Le développement et la circulation de nombreuses formes de discours issues des interactions sociomédiatiques dans ces territoires insulaires constituent ce qu'elle appelle des « ethnodiscours », c'est-à-dire des « manifestations médiatiques d'une conscience d'appartenance spécifique s'appuyant sur un ensemble de représentations sociales, culturelles, linguistiques et surtout spatiales » (p. 111). Ce sont

les émissions interactives diffusées sur Radio Caraïbe Internationale qui permettent d'observer une ethnodiscursivité par le biais de la mise en scène de récits venant des acteurs sociaux. En effet, c'est par les discours radiophoniques que « se dit et se lit une communauté donnée » (p. 114) qui peut s'identifier à un territoire géographique déterminé. Dans le prolongement de cette réflexion, Bernard Idelson évoque la participation de nouveaux acteurs non professionnels dans la production de l'information sur l'internet. Il s'agit de la contribution d'auditeurs-bénévoles qui souhaitent révolutionner les pratiques radiophoniques, notamment le reportage à l'aide du téléphone mobile (p. 121). Il s'appuie sur la communauté d'auditeurs de Radio FreeDom (La Réunion) pour aborder « la médiatisation d'une parole ordinaire » (p. 119) qui franchit les frontières territoriales grâce aux usages de l'internet et les nouvelles formes d'expression qui semblent conquérir l'auditoire. Les auditeurs-reporters sont encouragés par les animateurs restés sur place à intervenir à tout moment, quitte à bousculer la programmation en cours, « pour donner soit des informations, soit leur opinion, ou encore pour faire part d'un problème quotidien, voire d'une situation de détresse » (p. 121). Cela montre à quel point les auditeurs s'approprient leur radio qu'ils font vivre et qui les fait vivre en communauté.

En partant de l'introduction des radios libres en Europe, Philippe Caufriez analyse l'évolution des radios locales en Belgique francophone, Bruxelles et Wallonie, pour la période allant de 1978 à 2008. Il note que la première station locale belge, Radio Eau Noire, a été fondée en mars 1978 par un collectif d'habitants de la ville de Couvin pour s'opposer à un projet de barrage sur la rivière Eau Noire qui traverse la ville (p. 133). La même année, le succès de leur lutte dû à la médiatisation incite d'autres militants notamment écologistes à créer leur propre radio (p. 134). Mais ce sont les années 1980 qui voient un nombre important de demandes de création de stations locales dans la zone francophone (p. 135).

Cette deuxième partie de l'ouvrage se termine par l'article de Pierre N'sana Bitentu qui révèle les conditions de travail des journalistes de radio en RDC pendant la rébellion armée conduite par le mouvement du 23 mars dénommé M23 (2012). L'étude porte sur six stations engagées dans la couverture du conflit, parmi lesquelles la radio onusienne Radio Okapi (p. 150). Il évoque une intense collaboration entre les stations nationales basées dans les grands centres urbains, notamment

la capitale Kinshasa et les radios locales installées en province pour informer les populations de l'évolution de la guerre (p. 144). Pendant le conflit, les radios locales reçoivent des appels de menace, soit de la part des rebelles, soit des autorités politiques (*ibid.*). La résurgence de la rébellion du M23 depuis le 28 mars 2022 dont la RDC et le Rwanda s'accusent mutuellement suppose un traitement médiatique différencié des informations de part et d'autre des deux pays. La regrettée Marie-Soleil Frère, spécialiste du rôle social et politique des médias africains, a étudié les conditions de travail des journalistes en période de guerre dans les pays des Grands Lacs, notamment en RDC, au Rwanda et au Burundi. Ses travaux auxquels P. N'sana Bitentu fait parfois référence (p. 143, 146) constituent des ressources importantes pour étudier les radios locales en temps de conflit.

Dans la troisième et dernière partie de l'ouvrage, « Réseaux » (p. 159-233), S. Poulain rappelle les conditions de création des « radios libres » en France par des militants qui aspirent à la libération des ondes et de la parole citoyenne. Il s'inspire de la notion de « rhizome » développée par Gilles Deleuze et F. Guattari pour désigner le réseau que forment les militants associatifs (p. 162). Après leur création « les radios pirates/libres ont compris assez tôt l'intérêt de se rassembler ou de se lier pour devenir plus fortes » (p. 161) et développer des liens de collaboration. La radio devient ainsi un outil d'expression et de revendications sociales et sert de modèle de média alternatif (p. 166). S. Poulain soulève toutefois des désaccords entre les précurseurs des radios libres, entre ceux qui « souhaitent utiliser la radio comme un moyen de militer » et ceux qui « aspirent à une radio professionnelle d'un point de vue technique » (p. 169). À cela s'ajoutent les divergences sur le modèle économique dont la pérennisation reste aujourd'hui encore problématique.

Raphaël Dapzol aborde la question du financement public et des salaires dans les radios associatives françaises à partir de 1990. Son analyse est fondée sur des données d'enquête recueillies auprès d'acteurs de stations associatives, notamment de Rhône-Alpes (p. 180). Il part de la création de la banque de programmes de la plate-forme européenne des instances de régulation de l'audiovisuel (Epra ; 1991) chargée d'attribuer des financements aux radios locales. Sa création fait suite à celle du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA ; 1989) – devenu, depuis janvier 2022, l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle

et numérique (Arcom) – pour consolider et structurer la radiophonie en France. R. Dapzol souligne que les programmes radiophoniques soutenus par l'Epra ont pour objectif de favoriser l'intégration des populations immigrées, de lutter contre les discriminations et pour l'égalité des chances (p. 182). Dans son deuxième article, il propose une étude du financement public des radios associatives par le Fonds de soutien à l'expression radiophonique (FSER). Il note que, dès 1982, l'État français « décide de la création d'un fonds de soutien sur le modèle d'un financement annuel, alimenté par une taxe sur les contrats publicitaires audiovisuels » (p. 196). L'intention était de maintenir les stations locales sous le joug de l'État qui venait de perdre le monopole médiatique. Il souligne l'importance du FSER qui permet aux radios de disposer d'un noyau solide et professionnel autour duquel peuvent graviter des bénévoles. La diversité des profils permet de diffuser une variété d'émissions musicales et rédactionnelles répondant à la « mission de communication sociale de proximité » (p. 209) conférée aux radios associatives. Bien que le FSER soit vital aux stations, l'évolution des critères de son attribution entraîne, à partir de 2015, une baisse du nombre des bénéficiaires de « 90 % à 60 % » (p. 211). R. Dapzol conclut que cette situation de précarisation a aussi un impact sur la diffusion des radios locales sur l'internet (p. 213).

Alann Hery indique la simplicité du média radiophonique et sa capacité d'adaptation aux auditeurs, mais aussi à l'évolution des techniques de diffusion (p. 216). Il présente des activités de production de programmes interactifs qui font participer les auditeurs afin de témoigner de la proximité avec les publics (*ibid.*). Il explique que l'émergence de l'informatique à partir des années 1980 apporte une transformation aux médias et plus particulièrement à la radio, dont les professionnels, notamment « les services techniques ont dû acquérir de nouvelles compétences, en plus des compétences radio » (p. 217) afin d'être plus efficaces dans la diffusion des programmes. Après avoir abandonné les usages des disques vinyle, de nombreuses stations adoptent des logiciels d'automatisation pour faciliter la diffusion de leurs programmes (p. 217). A. Hery constate que les usages technologiques n'ont pas rompu la relation entre l'animateur et son auditoire car « les logiciels ont reproduit au plus près les usages d'avant [...] [comme] parler avec un auditeur sur l'introduction d'un morceau musical... » (p. 220). Pour expliquer la constitution des réseaux sociaux médiatiques

impulsés par les technologies numériques, il rappelle que « la radio était le premier réseau social au monde, permettant aux auditeurs de se sentir proches les uns des autres, car tout le monde écoutait la même musique, la même chronique, la même info, au même moment » (p. 220) sur la même fréquence et désormais sur la même page internet.

Dans le dernier texte qui clôt l'ouvrage (p. 223-233), S. Poulain propose une analyse de l'appropriation des nouvelles technologies numériques dans les radios locales qui traditionnellement s'adressent à des auditeurs dans un rayon de couverture relativement réduit. Il s'interroge aussi sur le rôle et les objectifs des radios associatives qui diffusent sur l'internet, c'est-à-dire qui sont écoutables partout dans le monde, mais parfois sans disposer d'une autorisation de diffuser en FM (p. 223-224). C'est cette nouvelle forme de radiophonie capable de mobiliser à la fois les technologies et les auditeurs d'une localité grâce à la diffusion en ligne qu'il appelle « postradiomorphose locale » (p. 224). Il s'intéresse plus particulièrement au fonctionnement d'une webradio associative de la région parisienne, Otoradio, fondée en 2006 et ayant pour objectif l'information, le divertissement et la culture de proximité (p. 226). Il montre que Otoradio représente « un modèle de mobilisation radiophonique » (p. 230), notamment par le biais des podcasts.

Cet ouvrage collectif présente l'histoire et les usages des radios locales dans des territoires francophones, notamment en Europe, en Amérique du Nord et en Afrique. Il permet de comprendre les conditions sociotechniques dans lesquelles le média radio a été inventé, mais aussi le processus de son développement à travers le monde. Il privilégie la spécificité des radios associatives dans le paysage médiatique français et montre que, avec l'introduction des radios pirates – ancêtres des radios locales – dans les années 1970, c'est le système médiatique national français pendant longtemps contrôlé par l'État qui vacille. On y découvre que la libéralisation intervenue dans les années 1980 engendre de nouveaux problèmes liés, entre autres raisons, aux sources de financement des stations, ainsi que leur organisation à la fois institutionnelle et en réseau. Les auteurs qui ont contribué à la rédaction de cet ouvrage mettent à la disposition des lecteur·ices, étudiant·es, enseignant·es et professionnel·les de la radio, un outil

indispensable à la construction d'un service public médiatique pluraliste/inclusif et territorialisé.

**Idé Hamani**

Université de Lorraine, Crem,  
F-57000 Metz, France  
ide.hamani@univ-lorraine.fr

**Céline MARANGÉ et Maud QUESSARD (dirs), *Les Guerres de l'information à l'ère numérique***

Paris, Presses universitaires de France, 2021, 449 pages

L'information, comme l'économie, est l'un des nerfs de la guerre, et ce depuis longtemps : le paysage de la conflictualité a évolué, englobant progressivement l'ensemble des sociétés dans le concept de guerre totale, en intégrant l'information dans toutes ses dimensions, à commencer par la propagande. Ce rôle essentiel de l'information en a fait à la fois une arme et un champ de bataille à part entière. Partant du concept de guerre informationnelle, les auteurs s'attachent dès lors à montrer en quoi l'information fait arme, et arme à long rayon d'action, s'inscrivant dans une forme de guerre indistincte – hybride pour reprendre un vocabulaire issu de la polémologie – qui bouleverse les schémas habituels de la guerre. Certes, l'information comme arme de guerre n'est pas une nouveauté et l'histoire, comme les stratégestes, en enseigne depuis l'Antiquité les usages stratégiques, tant par la propagande que dans la guerre psychologique et la contre-subversion, ce que montre l'article de Nicolas Mazzucchi, avec des exemples qui alternent réflexions doctrinales et cas particuliers – le Hezbollah, Daech – significatifs. La problématique n'est pas neuve, elle est même assez ancienne et figure dans la plupart des grands traités stratégiques : l'enjeu du moral (envisagé en 1831 par Carl von Clausewitz dans *De la guerre*) ou bien une tactique qui allie désinformation et dissimulation (Sun Tzu et son *Art de la guerre*) sont autant d'illustrations historiques d'un procédé ancien. Mais avec l'émergence, dans les années 2000 d'une technologie numérique, qui, via l'internet 2.0, fait de l'utilisateur un acteur à part entière, la révolution numérique a transformé les rapports que les États entretiennent entre eux comme avec les sociétés, et changé la nature de la guerre, installant le cyberspace comme un champ de bataille en soi. Certes, la communication ne sert pas d'abord – pour plagier la formule du géographe Yves Lacoste – à faire la guerre, on lui prête même des vertus apaisantes... mais l'actualité de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 démontre encore combien cette conception irénique résiste mal aux faits, à commencer par l'enjeu de légitimation d'une « opération spéciale » qui n'assume pas le nom de

guerre de conquête, ou encore la médiatisation des attaques informatiques menées depuis la Russie et la Biélorussie. Ce nouveau risque, qui épouse d'ailleurs les différences entre régimes démocratiques et États autoritaires, voit se multiplier les acteurs, étatiques et non étatiques (de l'Otan aux « hackers » criminels ou mercenaires, etc.), protagonistes de ce qui peut parfois ressembler à de la guérilla et à des guerres « sous le seuil ». Dans un contexte technologique évolutif, où la suprématie américaine est remise en cause (par exemple via la technologie 5G), ces « guerres de l'information » sont également le reflet d'une société mondialisée complexe et un bon indicateur des rapports de puissance.

C'est en partant de ce constat que les directrices de l'ouvrage, chercheuses à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (Irssem), ont rassemblé une équipe de chercheurs, civils et militaires, spécialisés dans divers domaines (géographiques ou technologiques) pour évaluer l'ampleur de la rupture stratégique en cours, tant sur les plans technologique et opérationnel que par des approches nationales. De ce fait, l'ouvrage s'avère à la fois très renseigné, bien structuré et impeccablement problématisé, explorant, dans un dernier temps, les implications politiques, ainsi que les tentatives de réponses juridiques apportées aux innovations en cours. En commençant par une approche stratégique, qui, sous la plume du colonel Gomez, analyse les méthodes (par exemple, la cyberstratégie, qui comporte les frappes cinétiques, le ciblage, notamment dans les opérations de renseignement), le champ de bataille (le cyberspace, mais aussi le réseau dans sa matérialité, via les serveurs : une question effleurée par Kévin Limonnier), les tactiques (et notamment les stratégies d'influences), et plus largement l'histoire de la guerre électronique (qui débute avec l'invention de la radio et son application militaire, durant la Grande Guerre), l'ouvrage dévoile progressivement la nature de ces guerres sous le seuil, et pose la question d'une conflictualité singulière, et encore mal/peu régulée. Dans une certaine mesure, le cyberspace est un *far west* de la guerre, un lieu indistinct, entre *no man's land*, *terra incognita* et laboratoire, dans lequel des acteurs hybrides sont déployés, qui questionne le concept même de combattant, et revisite l'idée d'objectifs (militaires en particulier) comme l'idée de victoire, dans un contexte où l'asymétrie s'avère forte. Autant d'acteurs, autant de tactiques, de conceptions opérationnelles, de cultures stratégiques, et d'usages politiques, diplomatiques, etc. On peut ainsi s'interroger, avec Pierre Pahlavi sur la notion, équivalente de « diplomatie publique hybride » (appliquée au cas iranien), qui entretient pareillement le flou, un schéma également reconnaissable dans la